

## Discours de Romano Prodi (Strasbourg, 14 septembre 1999)

**Légende:** Discours de Romano Prodi, Président de la Commission européenne, devant le Parlement européen le 14 septembre 1999.

**Source:** RAPID. The Press and Communication Service of the European Commission. [EN LIGNE]. [Bruxelles]: Commission européenne, [31.07.2000]. SPEECH/99/114. Disponible sur <http://europa.eu.int/rapid/start/welcome.htm>.

**Copyright:** (c) Union européenne

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/discours\\_de\\_romano\\_prodi\\_strasbourg\\_14\\_septembre\\_1999-fr-a4c723ef-383a-435d-ad90-581e0ee856do.html](http://www.cvce.eu/obj/discours_de_romano_prodi_strasbourg_14_septembre_1999-fr-a4c723ef-383a-435d-ad90-581e0ee856do.html)

**Date de dernière mise à jour:** 01/09/2016



## Discours de Romano Prodi, Président désigné de la Commission européenne, devant le Parlement européen le 14 septembre 1999

Madame la Présidente,

Mesdames et Messieurs les Parlementaires,

Le moment du vote est arrivé.

Je vous ai exposé les raisons pour lesquelles je pense que cette équipe est celle qui convient pour diriger la Commission européenne au cours des cinq prochaines années.

Vous avez appris à connaître ses membres, grâce à la fois aux réponses écrites qu'ils ont données à vos questionnaires et aux auditions que vous avez eues avec chacun d'entre eux. Je tiens à vous rendre hommage pour la manière digne et efficace dont ces auditions ont été menées.

J'espère que votre vote de demain marquera un nouveau départ dans les relations entre nos deux institutions.

Car le moment est venu de nous mettre au travail. Ensemble, nous pouvons et nous devons mettre l'Europe au service des citoyens. Nous devons rétablir la confiance des gens dans l'Europe et dans une vision européenne qui place leurs besoins au premier plan.

Je veux que nos deux institutions, et le Conseil, travaillent ensemble, en servant véritablement et efficacement les citoyens européens.

Je suis déterminé à transformer la Commission en une administration moderne et efficace qui a appris les leçons de l'expérience récente et mis de l'ordre dans sa maison.

Le processus de réforme déjà en cours au sein de la Commission n'est qu'un début. En février 2000, M. Kinnock présentera un programme complet de réforme qui tiendra soigneusement compte du deuxième rapport du Comité des experts indépendants. Il va sans dire que nous consulterons et informerons le Parlement européen au sujet des progrès réalisés dans ce domaine.

La Commission entend devenir beaucoup plus ouverte. Le moment de la transparence est venu ! Je veux que l'Europe ne se fasse plus derrière des portes closes et qu'elle soit exposée aux regards du public. Je veux que les gens puissent regarder par-dessus mon épaule et vérifier que la Commission s'occupe des questions qui les préoccupent le plus.

J'entends poursuivre comme j'ai commencé. Chaque fois que ce sera possible, la nouvelle Commission s'efforcera d'égaliser les meilleures pratiques européennes. Par exemple, j'envisage de consigner ma correspondance dans un registre accessible au public, à l'instar de ce qui se fait dans les pays d'Europe les plus ouverts. Et la nouvelle Commission fera des efforts beaucoup plus grands pour communiquer correctement avec les citoyens de l'Europe, en leur donnant libre accès à l'information.

La santé démocratique et l'obligation de rendre compte de l'Union européenne exigent en effet la transparence.

Je voudrais en venir maintenant à ce que cette nouvelle Commission va faire, si elle est investie.

En janvier, comme convenu, elle présentera les politiques qu'elle se propose de mener au cours des cinq prochaines années et cette présentation sera suivie de près par celle du programme de travail pour l'an 2 000.

Il est également essentiel que nous ayons un grand débat de politique générale au début de chaque année. Je sais que vous partagez mon avis sur ce point. C'est la raison pour laquelle à l'avenir, j'entends présenter un rapport politique et économique annuel sur l'état de l'Union. Ce rapport fera la synthèse des informations

actuellement contenues dans toute une série de rapports de la Commission, et cela devrait constituer un élément unificateur dans le processus de formulation des politiques. J'ai bon espoir qu'ensemble, nous pourrions organiser le processus de discussion et de consultation politique de façon beaucoup plus cohérente qu'auparavant.

Aujourd'hui, je voudrais vous donner un grand aperçu de trois défis fondamentaux auxquels nous sommes confrontés :

- L'élargissement de l'Union européenne et la façon dont il influe sur nos relations avec les pays voisins.
- La réforme des institutions de l'Union européenne et la planification de la prochaine conférence intergouvernementale.
- La garantie de la croissance économique, la création d'emplois et le développement durable.

Nous sommes les héritiers d'un projet audacieux et visionnaire et, lorsque nous planifions l'avenir, il nous faut nous souvenir de ce que nous avons déjà réalisé.

Nous avons créé une union douanière et un marché unique fondés sur la libre circulation des biens, des services, des capitaux et des personnes.

Nous avons construit une union économique et monétaire possédant une monnaie unique.

Nous avons jeté les bases d'une union politique dotée d'institutions communes et d'un Parlement européen élu au suffrage direct.

Ce que nous devons maintenant construire, c'est une union des cœurs et des esprits, qui repose sur le sentiment partagé d'une communauté de destin, sur la conscience d'une citoyenneté européenne commune.

Nous provenons de pays différents. Nous parlons des langues différentes. Nous avons des traditions historiques et culturelles différentes et nous devons les préserver. Mais nous sommes à la recherche d'une identité partagée - d'une nouvelle âme européenne.

La vision des pères fondateurs il y a cinquante ans était de créer une Communauté européenne fondée sur la paix, la stabilité et la prospérité. Cet idéal européen est tout aussi important pour les citoyens d'aujourd'hui qu'il ne l'était alors. En ce moment où je me présente devant vous, la paix, la stabilité et la prospérité constituent toujours notre objectif commun.

C'est la raison pour laquelle l'élargissement de l'Union européenne représente un défi d'une telle importance.

Notre attitude vis-à-vis de l'élargissement est le miroir dans lequel nous devons nous regarder.

Pouvons-nous nous contenter d'avoir obtenu la paix, la stabilité et la prospérité uniquement pour nous-mêmes, les quinze États membres ? Je ne le pense pas.

La question est donc la suivante : avons-nous le courage, la vision et l'ambition d'offrir de véritables perspectives de paix, de stabilité et de prospérité à une Union élargie, et au delà, à toute l'Europe ? Des conflits dévastateurs ont divisé notre continent au cours de ce siècle. Nous autres citoyens de l'Union européenne leur avons tourné le dos et nous devons aider nos voisins à faire de même.

Je ne prétends pas que la tâche sera facile. Elle exige une stratégie globale définissant comment, au cours des vingt-cinq prochaines années, nous élargirons l'Union européenne pour passer de quinze à vingt, à vingt-cinq, voire à trente États membres.

Cette stratégie doit tenir compte de trois choses :

- Premièrement, le fait que, inévitablement, l'élargissement s'effectuera en plusieurs étapes : certains pays adhéreront avant d'autres.
- Deuxièmement, les besoins spécifiques des pays qui devront attendre plus longtemps avant d'adhérer ;
- Troisièmement, la manière dont ce processus d'élargissement affecte nos autres voisins dont l'adhésion n'est pas à l'ordre du jour, mais avec lesquels nous souhaitons entretenir des relations étroites et constructives.

En ce qui concerne le premier point, je tiens à être très clair : nous devons avoir une vision politique, et non technocratique. Nous devons définir une véritable stratégie d'élargissement contemplant, au-delà de l'adhésion, notre vie ensemble, dans la famille élargie des nations européennes.

Cela signifie, tout d'abord, que nous devons sérieusement envisager à Helsinki de fixer définitivement la date d'adhésion des pays qui sont les mieux préparés, même si cela implique qu'il faudra leur accorder de longues périodes transitoires pour résoudre leurs problèmes sociaux et économiques.

Cela a également des implications pour la prochaine conférence intergouvernementale, sur laquelle je reviendrai dans un instant.

Et il y a la question fondamentale de l'incidence de l'élargissement sur nos politiques communes. Plus nous nous élargirons, plus il deviendra difficile de définir ce qui doit vraiment être traité au niveau européen. Je ne prétends pas détenir la réponse à cette question, mais nous devons avoir le courage de nous la poser sérieusement et honnêtement.

Le deuxième point est que nous devons faire preuve de créativité pour répondre aux besoins des pays pour lesquels l'adhésion constitue une perspective à plus long terme. Je pense à une coopération plus étroite avec ces pays, consistant peut-être à leur permettre une « adhésion virtuelle » dans certains domaines en prélude à une véritable adhésion. Ils pourraient, par exemple, se voir offrir la participation la plus complète possible à l'union économique et monétaire, de nouvelles formes de coopération en matière de sécurité adaptées à leurs besoins et de nouvelles formes de relations avec les institutions européennes, dans lesquelles ils seraient consultés ou auraient le statut d'observateurs.

La situation dans les Balkans mérite tout particulièrement de retenir l'attention. En effet, même si la perspective de l'adhésion de ces pays à l'Union européenne n'est pas imminente, nous devons néanmoins l'utiliser pour les engager sur la voie de la coexistence pacifique et d'un partenariat interrégional plus étroit.

Je le dis clairement. Les habitants de ces pays doivent régler leur conflit eux-mêmes avant de pouvoir entrer dans l'Union européenne. Ils ne doivent pas croire qu'ils peuvent l'importer dans l'Union pour que nous le réglions à leur place.

Toutefois, ils ont indéniablement besoin de notre aide, et je tiens à souligner la responsabilité spéciale de la Commission européenne dans l'effort de reconstruction. Nos citoyens attendent de l'Union européenne qu'elle assume la direction morale, particulièrement dans une région qui se trouve à nos portes. Je ne veux pas les décevoir.

Le troisième élément de la stratégie doit être une approche claire et globale vis-à-vis de nos proches voisins dont la contribution à la paix et à la stabilité de l'Europe au sens large est vitale.

Une telle stratégie ne prospérera que si elle est générale. Nous devons tous - qu'il s'agisse de l'Union européenne, des pays candidats ou de nos voisins dans l'Europe élargie - œuvrer ensemble à forger notre destinée commune : un espace européen plus vaste, offrant paix, stabilité et prospérité à tous. Un « nouvel ordre européen ».

Cela devrait inclure des « partenariats stratégiques » avec la Russie et l'Ukraine, adaptés à la dimension géopolitique de ces pays.

Cette nouvelle stratégie devrait également comporter un « Partenariat des cultures » - terme que je suis tenté de suggérer pour désigner un nouvel engagement plus ambitieux envers la Méditerranée, où nous autres Européens sommes déterminés à promouvoir une nouvelle harmonie exemplaire entre les peuples des trois religions de Jérusalem, à opposer un « Non » résolu au choc des civilisations.

Je dois enfin dire un mot de l'importance de notre relation stratégique avec les Etats-Unis. Nous avons besoin de constituer un partenariat transatlantique renforcé, capable de faire preuve d'un véritable leadership commun. Notre première occasion de le faire sera le lancement d'un ambitieux cycle du Millénaire à Seattle qui abordera tous les sujets et dont tous les membres de l'OMC retireront des avantages. Saisissons cette opportunité !

Permettez-moi de passer à présent au deuxième défi auquel nous sommes confrontés dans l'immédiat. Il s'agit de la prochaine conférence intergouvernementale (CIG).

Nous avons toujours su que l'élargissement soulèverait la question du mode de fonctionnement des institutions. Cependant, la récente crise au sein de la Commission et le faible taux de participation aux élections européennes de 1999 ont montré qu'une réforme véritablement ambitieuse des institutions européennes est désormais impérative. En outre, le Traité d'Amsterdam - qui s'est avéré positif sur certains points- n'a pas été à la hauteur des besoins pour ce qui est des questions directement institutionnelles.

Une formule consistant à procéder par étapes, au moyen d'une série de conférences intergouvernementales, me paraît particulièrement peu attrayante. Elle mettrait l'Europe dans un état de réforme constitutionnelle perpétuelle qui serait incompréhensible pour nos citoyens et pour nos voisins. Ce serait en outre un immense gaspillage d'une énergie très nécessaire ailleurs.

Nous ne pouvons donc nous permettre de nous contenter d'une réforme minimale qui ne nous équiperait pas pour une prise de décision énergique et efficace. Comme vous le savez, j'ai demandé à M. Dehaene, M. von Weizsäcker et Lord Simon, d'élaborer un rapport sur lequel la Commission se fondera pour définir sa propre position sur les questions que la CIG doit aborder. Ce rapport vous sera soumis et j'espère que nous aurons un débat constructif au cours de la période précédant immédiatement Helsinki.

Nous devons exprimer nos vues d'une voix haute et claire parce que les mois à venir seront d'une importance cruciale pour déterminer si c'est forts et solidement armés ou faibles et repliés sur nous-mêmes que nous entrons dans une ère nouvelle.

Cependant, l'Europe n'est pas une affaire d'institutions, c'est une affaire de gens. Pour que la prospérité règne en Europe, il faut que les Européens aient des emplois et nous devons remettre l'Europe au travail ! Pour créer des emplois, il faut une économie saine. Le troisième défi majeur qui nous attend est comment assurer une croissance écologiquement et économiquement durable qui crée des emplois nouveaux.

Après une période difficile, l'économie européenne connaît à présent un rétablissement. La croissance est de retour, même si elle n'est pas encore harmonieusement répartie. Le processus parfois douloureux de convergence vers l'Union économique et monétaire - associé à l'attitude responsable des partenaires sociaux envers les augmentations salariales - a créé les conditions macro-économiques d'une croissance saine. L'introduction de l'euro a consolidé cette évolution. Les programmes de stabilité des Etats membres l'approfondiront.

C'est là une excellente nouvelle. Mais elle fait également peser sur nous une très lourde responsabilité. Le redressement économique nous offre une occasion rêvée de procéder à des ajustements structurels à moindres coûts. Moderniser l'économie européenne aujourd'hui signifie davantage d'emplois européens pour demain. Nous ne pouvons nous permettre de manquer cette occasion, comme nous l'avons trop souvent fait par le passé.

Nous devons donc profiter des années plus favorables qui sont devant nous pour faire en sorte que la croissance reste vigoureuse le plus longtemps possible, qu'elle génère les emplois dont nous avons besoin et qu'elle s'accompagne d'un engagement renouvelé et authentique en faveur du développement durable. Nous devons également nous attaquer aux problèmes à long terme résultant des tendances démographiques et de leur incidence sur le tissu de nos sociétés. En dernière analyse, cela signifie qu'il faut augmenter à la fois la productivité et le nombre de participants à la population active. Si nous y parvenons, nous aurons là une réelle occasion de construire une société juste et durable pour les générations actuelles et futures.

Le marché unique a donné une nouvelle vitalité à nos économies et contribue au redressement actuel. Nous devons cependant continuer à restructurer ce marché unique et à promouvoir la libéralisation pour aviver encore la concurrence dans le secteur des biens et, tout particulièrement, dans le secteur des services. Cela nous aidera à maximiser le potentiel de création d'emplois de la croissance et, à plus long terme, cela soutiendra une croissance plus élevée de notre capacité de production.

Ce n'est pas le moment d'énumérer les réformes structurelles nécessaires : elles ont déjà été décrites dans de nombreux rapports de la Commission. Je souhaiterais toutefois mentionner un défi tout particulier parmi ceux auxquels nous sommes confrontés. Les technologies de l'information sont en train de transformer notre mode de vie et de travail ainsi que le mode de fonctionnement des entreprises. Elle permettent aux particuliers et aux entreprises des réalisations qui étaient inconcevables il y a quelques années seulement.

L'éclatante santé actuelle de l'économie américaine s'explique largement par l'enthousiasme avec lequel les Etats-Unis ont adopté les technologies de l'information. Je suis préoccupé de constater que les pays européens semblent hésiter à exploiter pleinement le potentiel de ces technologies. Les économies modernes sont de plus en plus fondées sur la connaissance et c'est là un domaine dans lequel nous disposons d'un avantage concurrentiel au niveau mondial. Encourager l'usage et le développement des technologies de l'information sera donc une priorité pour la nouvelle Commission. Je propose de lancer une initiative dans ce domaine pour le Sommet d'Helsinki.

Enfin, nous devons tirer profit du redressement économique et d'une croissance plus forte pour adapter nos régimes sociaux aux tendances démographiques actuelles. Nous ne pouvons plus ignorer les problèmes ni reporter les décisions : les retraités de l'an 2050 sont déjà parmi nous !

Un système social hautement développé est l'une des caractéristiques marquantes de nos sociétés européennes et nous devons le préserver. Nous devons cependant à nos enfants de l'adapter de façon à ce qu'il leur offre des promesses crédibles aussi proches que possible de celles qu'il a offertes à notre génération. La Commission a récemment proposé une ambitieuse stratégie pour une coopération européenne plus étroite dans ce domaine et c'est une chose à laquelle j'attacherai une importance toute particulière.

Dans toutes ces tâches difficiles, l'Union européenne a un rôle capital à jouer. Tout d'abord, parce qu'il est plus efficace de chercher à résoudre les problèmes à long terme au moyen de stratégies européennes concertées- telles que le processus européen de l'emploi- qu'en n'agissant qu'au niveau purement national. Ensuite, parce qu'une action au niveau européen permet plus aisément d'éviter les pressions plus immédiates du cycle électoral national.

Nous disposons des outils nécessaires pour ce travail. Par exemple, à la suite du sommet de Luxembourg, de solides progrès ont été réalisés dans l'élaboration d'une véritable stratégie européenne de l'emploi dans laquelle la combinaison d'orientations, d'évaluations par les pairs et de recommandations fournit une puissante incitation européenne au changement.

Nous devons poursuivre ce processus, en approfondissant la coopération au niveau européen de façon à focaliser les esprits des citoyens sur les réformes structurelles majeures qui sont nécessaires pour revitaliser nos économies.

Madame la Présidente,

Mesdames et Messieurs les Parlementaires,

Vous êtes les représentants démocratiquement élus des citoyens européens.

Vous représentez les différentes familles politiques européennes dans toute leur diversité.

J'espère que vous soutiendrez fermement la nouvelle Commission dans votre vote de demain.

Pour ma part, je m'en tiens aux engagements politiques que j'ai donnés à la Conférence des Présidents la semaine dernière et qui doivent maintenant être intégrés dans un nouvel accord-cadre qui régira nos futurs travaux.

Tournons donc la page.

Encourageons un nouvel esprit de coopération entre nos institutions.

Un nouvel équilibre, fondé sur le respect mutuel.

Un nouveau partenariat, au service du peuple de l'Europe.

Une nouvelle Commission. Un nouveau Parlement européen. Un nouveau départ.